

De : alain marc deluy [mailto:alain.marc.deluy@collectif-idem.org]

Envoyé : mercredi 8 août 2018 08:55

À : alain.marc.deluy@collectif-IDEM.org

Objet : [collectif-idem] Acte Homophobe Le Refuge Marseille RP Mercredi 7 Août 2018
bonjour ,

Acte Homophobe Le Refuge Marseille RP Mercredi 7 Août 2018 :

Dr Patrick Padovani condamne avec la plus grande force cet acte odieux. - 17e adjoint au maire. Hygiène et Santé , Ville de Marseille.

Alain Ghiglia, assure de son soutien le plus total ainsi que celui du directeur de service le Dr Febvrel. - Chargé d'Etudes, Service De La Sante Publique, Direction , Ville de Marseille



Renaud Muselier
(@RenaudMuselier)
- Pt Région Sud

07/08/2018 19:43 La haine et la bêtise ne connaissent donc pas de frontière ! Je condamne avec la plus grande fermeté l'agression [#homophobe](#) subie par les membres de l'association [@lerefuge](#) hier à [#Marseille](#). L'[#homophobie](#), sous toutes ses formes, doit être combattue partout et tout le temps ! [twitter.com/lerefuge/statu...](https://twitter.com/lerefuge/status...)



Jean-Michel Blanquer (@jmblanquer) - Ministre
Éducation Nationale

07/08/2018 20:42 L'association [@lerefuge](#) fait un travail remarquable pour apporter aide et accompagnement à des jeunes exclus de leur propre famille du fait de leur orientation sexuelle. L'agression qu'ils ont subie hier est ignoble. Je leur dis tout mon soutien et toute ma solidarité. twitter.com/nicolasnoguier...

amitiés militantes ,

alain marc deluy >

co-Présidence collectif IDEM

alain.marc.deluy@collectif-IDEM.org - 06 60 86 29 70,

Sarah.SABY@collectif-IDEM.org - 06 58 10 86 22

association loi 1901 - collectif d'associations *

**membres: CA de la Fédération LGBTI+ - Comité Pilotage PRiDE Marseille - COLD-
Conseil de Provence**

TRANSVERSALES! rencontres-films-conférences-édition-dynamiques locales LGBTQI+

TRANSFORM! 3ème édition en 2018 -Festival des créations queer contemporaines à
Marseille

<http://collectif-IDEM.org> - <http://facebook.com/collectif.IDEM.marseille> -

<http://facebook.com/festival.TRANSFORM>

* AIDES, AMNESTY INTERNATIONAL, ENIPSE, MEMOIRES DES SEXUALITES, LE
PLANNING FAMILIAL-13, LE REFUGE, SAWAH UNITED, Cie LA
ZOUZE *iPad* [21032018](#)



« Cet événement-là est pour nous gravissime car il touche nos membres dans nos locaux », déclare Nicolas Noguier, président du « Refuge » venu hier à Marseille avec Frédéric Gal, le directeur général et Flavien Odorin, délégué départemental adjoint (sur notre photo) témoigner de son soutien aux bénévoles et hébergés de la rue Saint-Bazile. PHOTO: DC

Agressions homophobes au Refuge à Marseille

LIBERTÉ MENACÉE

Deux jeunes du « Refuge » ont été agressés lundi à deux pas de la Canebière. L'association, cambriolée en juillet, alerte sur la recrudescence des violences homophobes.

Nos jeunes viennent ici, dans ce qui est un refuge, pour se reconstruire, se relancer dans la vie et ils se prennent une rasade de lacrymogène dans la tête ?», réagit, choqué, Flavien Odorin, délégué départemental adjoint du « Refuge » à Marseille.

Lundi vers midi, à deux pas de la Canebière, un couple s'en est pris à deux jeunes hébergés partis acheter des pizzas au coin de la rue. Le couple non identifié leur a jeté un regard de travers puis les a traités de « travelos » avant de les prendre en chasse jusqu'aux locaux de l'association, rue Saint-Bazile. « A peine la porte claquée, l'homme l'a défoncée

et a vidé une bombe lacrymogène sur le visage d'un jeune et dans les locaux. La travailleuse sociale les a mis à l'abri », relate Flavien. Plainte a été déposée hier au commissariat de Noailles.

« Marseille est la seule de nos délégations où il y a autant de manifestations homophobes et cet événement-là est pour nous gravissime car il touche nos membres dans nos locaux », réagit Nicolas Noguier, le président national du « Refuge », venu témoigner sur place de son soutien et réclamer une prise de conscience des pouvoirs publics. « L'homophobie qui était latente s'est beaucoup exprimée lors des débats sur le mariage pour tous. Au niveau du « Refuge », on a vu l'explosion des demandes à la fin 2012. On pensait qu'avec le temps et la loi, cela se tasserait. J'ai l'impression qu'on passe un niveau de violences supérieur. Il y a une montée en charge partout en France des faits violents. »

Le maire de Marseille s'est fendu, hier après-midi, d'un communiqué. « Je condamne

avec la plus grande fermeté, l'agression à caractère homophobe qui a eu lieu », écrit Jean-Claude Gaudin.

« A un tel niveau, on n'avait jamais connu ça »

Créé à Marseille en 2009, « Le Refuge » repose sur quelques salariés et 26 bénévoles qui accompagnent 14 jeunes dont 8 sont hébergés rue Saint-Bazile. « Ce sont toujours des jeunes qui arrivent dans l'urgence et la grande précarité. Très souvent, l'exclusion familiale est déjà prononcée », décrit Flavien. Les places libres ne le restent pas longtemps. Durée de séjour moyen : 8 mois. « On assume les tâches et les responsabilités d'une famille dont ils sont privés, sans pour autant s'y substituer. »

« Le rejet familial est en hausse. On le voit avec le nombre d'appels sur nos structures », observe Frédéric Gal, le directeur général venu aussi. « Le Refuge », né en 2003 à Montpellier, vient en aide à 280 jeunes en France dans 18 délégations dont deux outre-mer.

Hier, Khaled, Sylvie, François et tous les autres nettoyaient les locaux imprégnés de lacrymogène. « A un tel niveau, on n'avait jamais connu ça. Ils subissent habituellement des agressions verbales au quotidien, des gens qui crachent à leur passage, qui urinent sur la porte de nos locaux. L'homophobie à Marseille est patente. Au niveau national, on assiste à une montée des violences homophobes et transphobes, verbales ou physiques », explique Flavien.

SOS Homophobie fait état d'une augmentation de 15% des déclarations d'agressions physiques homophobes en 2017. « La région Paca est la deuxième région la plus touchée après l'Île-de-France », observe Lillian Rivière, son délégué régional qui s'interroge : « La montée en violence, est-elle une façon pour les agresseurs d'obtenir plus de visibilité ? » A ses yeux, ce n'est pas « une question de géographie mais plutôt d'environnement culturel. On mène un gros travail de prévention dans les écoles. »

David Coquille

24 juin

A Arles, deux étudiants qui s'embrassent le long du Rhône sont agressés par une bande de jeunes. L'un d'eux est poussé du quai et sérieusement blessé dans la chute.

15 juillet

Dans son homélie contre l'avortement, l'archevêque d'Avignon, Jean-Pierre Cattenoz, demande que le festival ne soit « plus centré sur l'homosexualité et le transgenre sous toutes ses formes ». Le 24 juillet et le 1er août, le Centre LGBT d'Avignon est la cible de dégradations.

6 août

Une plaque à la mémoire du dernier couple homosexuel exécuté en France en 1750 est de nouveau vandalisée à Paris.

Véronique Godet : « Il y a une libération de la violence »

ENTRETIEN

Véronique Godet, vice-présidente de SOS Homophobie s'inquiète de l'extrême violence des agressions à l'égard des personnes LGBT et dénonce la frilosité des responsables politiques locaux, en particulier en Provence.

La Marseillaise : Observez-vous une hausse d'actes LGBT-phobes ?

Véronique Godet : On a une augmentation de 15% des agressions en 2017 par rapport à l'année précédente. Mais ces chiffres sont basés sur des témoignages. C'est une simple photographie à un instant « t ». Ça ne donne pas le compte exact du nombre d'agressions LGBT-phobes.

Au-delà du nombre d'agressions, je crois surtout que les actes sont de plus en plus violents et visibles. Il y a une libération de la violence contre les personnes LGBT. On observe de plus en plus de violences en réunion préméditées. Ces bandes ne « tombent » pas sur des gays mais s'attaquent délibérément à eux. Il n'y a qu'à voir les dernières agressions qui ont lieu dernièrement. A Paris, la plaque commémorant la condamnation à mort de deux homosexuels a été saccagée. A Arles, un garçon a été balancé dans le Rhône. A Avignon, le centre LGBT a été vandalisé. Et la liste est longue.

Comment l'expliquez-vous ?

V.G. : Il existe des groupuscules d'extrême droite qui ne cachent pas leur caractère homophobe. Dans le Sud, ils ont pignon sur rue. Il y a une désinhibition à exprimer sa haine. Le simple fait que les personnes LGBT



53% des LGBT ont déjà été confrontés à un acte homophobe dans leur vie. PHOTO VÉRONIQUE GODET

aient acquis les mêmes droits que le reste de la population semble inadmissibles pour certains dans une société encore très hétéronormée.

Craignez-vous un regain de violences à l'égard des personnes LGBT à l'occasion de loi sur la PMA à la rentrée ?

V.G. : On craint évidemment la résurgence d'un climat haineux. On l'a vu avec les consultations publiques organisées par le comité d'éthique en vue de l'adoption de la loi : elles ont été prises d'assaut par les groupuscules qui défilaient contre le mariage pour tous en 2013.

Pourtant, les sondages nous le disent : 60% Français sont favorables à la PMA pour les couples de lesbiennes,

tous les feux sont au vert. Reste que la *Manif pour Tous* est très bien dotée financièrement et sait s'organiser. Elle est capable de mobiliser très largement en affrétant des bus de toute la France. Je pense qu'ils ne lâcheront pas, il va falloir rester vigilant.

Comment faire avancer la cause LGBT ?

V.G. : Le fait que des personnalités célèbres fassent leur coming-out permet de donner des exemples de réussite à des ados qui ont peur de révéler leur orientation sexuelle. Quand Cyril Hanouna est condamné pour son canular homophobe, l'État envoie un message fort : non, se moquer des personnes LGBT n'est pas acceptable. Un gouvernement ne peut pas changer les mentalités d'un pays en deux ans. Mais l'éducation est primordiale. On observe une vraie prise de conscience chez les adolescents lors de nos interventions en milieu scolaire. Ce n'est pas toujours évident de contrecarrer les discours homophobes parfois transmis par les familles. Mais même les élèves les plus hostiles sont plus ouverts en fin d'intervention.

Les institutions politiques vous semblent-elles suffisamment mobilisées ?

V.G. : Marlène Schiappa, secrétaire d'État chargée de l'Égalité homme-femme a dénoncé toutes les violences LGBT-phobes. Mais au niveau local, en particulier dans le Sud-Est, le compte n'y est pas. A Marseille, c'est ahurissant : à chaque agression homophobe, personne ne réagit ! Il y a une frilosité des responsables politiques locaux à dénoncer ces violences par rapport à leur électoral.

Propos recueillis par Marius Rivière

L'égalité de tous devant la loi : l'idéal républicain dans le code et dans les faits

● Le Code pénal réprime plus sévèrement les violences homophobes. « Les peines encourues pour un crime ou un délit sont aggravées lorsque l'infraction est commise à raison de l'orientation sexuelle de la victime », dispose l'article 132-77 du code pénal. La loi du 27 janvier 2017 Egalité et Citoyenneté a doublé le quantum de peines encourues. Les circonstances aggravantes de racisme et d'homophobie sont généralisées à tous les crimes et délits. L'égalité de chacun, quelle que soit son orientation sexuelle, s'impose partout, et à tous les étages de la République y compris aux élus. En août 2014, une conseillère d'arrondissement des 15/16e à Marseille avait refusé pour des motifs religieux de célébrer le mariage entre deux femmes. Elle a été condamnée pour « discrimination commise à raison de l'orientation sexuelle dans l'exercice d'un mandat public » à cinq mois de prison avec sursis, obligation de verser 1 200 euros à chacune des épouses discriminées. dc.

RÉACTIONS

RECUEILLIES PAR ALAN BERNGAUD



Eric Seroul
Président de l'association Agis-Ibiza, organisatrice de la Pride Marseille 2018

« Nous assistons, depuis le Mariage pour Tous, à une recrudescence des actes homophobes. Il y a un problème du côté des pouvoirs publics à Marseille. Nous n'entendons que très peu de politiques s'exprimer au sujet de l'homophobie. Qu'attend la Mairie pour réagir ? Marseille est une ville multiculturelle, mais on a l'impression que Jean-Claude Gaudin l'oublie et ne veut pas condamner ce type d'agissement ».



Jean-Marc Coppola
Conseiller municipal PCF de la Ville de Marseille

« Il y a une banalisation sur Marseille des actes homophobes. La Mairie se doit de condamner, autrement que par un simple communiqué, ce genre d'agression. Sur Marseille, tout est fait pour séduire une catégorie d'électeurs. Jean-Claude Gaudin ne veut pas heurter des traditionalistes, qui votent pour lui, en s'engageant. On ne cherche pas l'intérêt général, il n'y a pas d'actes pour créer une ville de vivre-ensemble. Il faut aller au-delà des paroles. »



Julien Van Caneghem
Co-gérant du bar LGBT L'Annexe Bar à Marseille

« Notre bar est aux Réformés avec le drapeau rainbow qui flotte à son entrée, personne ne l'a arraché et l'on n'a pas été victime d'actes homophobes. Nous sommes en centre-ville et tout se passe bien. Marseille n'est pas une ville homophobe et il n'y a pas plus de problèmes qu'à Paris ou Lyon. Il y a des agressions, il ne faut pas le nier et elles doivent être fermement condamnées, mais je ne sens pas forcément de recrudescence de violences homophobes ».



Ness Toria
DJ résidente sur Radio FG et ayant mixé lors de la Pink Parade de Nice

« Je pense que les médias sont aussi responsables de l'augmentation des actes homophobes. Avec le Mariage pour tous, il y a eu une sur-médiatisation sur la communauté LGBT. Des personnes qui n'avaient pas forcément d'avis sur le sujet ont réagi et ont commencé à avoir une pensée homophobe. On ne peut pas dire vouloir banaliser l'homosexualité et parler tous les jours des homosexuels, ils sont mis à part du reste de la société. »



Jean-Claude Gaudin
Maire (LR) de Marseille

Le maire de Marseille n'a pas pris la parole mais a toutefois condamné cette agression par un communiqué dans lequel il affirme que « ces actes insupportables doivent cesser de se multiplier et les auteurs de ces faits doivent être sévèrement punis. Marseille est une ville fraternelle et tolérante. Je demande au préfet de police d'être particulièrement attentif à la sécurité de ce lieu d'accueil. » Un message aussi bref que concis, qui sera la seule réaction de la Mairie à ce sujet.